

Syrie : mensonges et propagande

- Actualité politique internationale - Moyen Orient - 5.1. Syrie -

Date de mise en ligne : samedi 10 mars 2012

Description :

Article du Lien, organe du Parti Algérien pour la Démocratie et le Socialisme

Septembre 2011

Copyright © Alger républicain - Tous droits réservés

Cet article a été publié sous le titre :

" Combattre les mensonges et la propagande des médias de l'impérialisme Solidarité avec les patriotes et les progressistes syriens dans leur lutte pour faire échouer les plans du Grand Moyen-Orient"

Une propagande d'une intensité inégalée est orchestrée depuis des mois par les médias des puissances impérialistes pour faire tomber le régime syrien. Les puissances impérialistes s'ingèrent sans retenue dans les luttes qui se déroulent en Syrie, au nom du prétexte hypocrite et éculé de la défense des droits de l'homme, de la liberté et de la démocratie. Des informations fantaisistes sont propagées chaque jour et chaque heure par les médias sur le nombre de morts, l'étendue de la répression et les prétendus massacres, les bombardements et les emprisonnements. A l'inverse ces mêmes médias cachent soigneusement l'identité politique réelle des opposants, leurs liens organiques avec les mouvements islamistes réactionnaires, leurs appels à la remise en cause de la laïcité et à l'assassinat des minorités religieuses, l'infiltration de groupes intégristes armés à partir de la Jordanie, de l'Irak, du Liban et de la Turquie, les tueries et les actes de sabotage perpétrés en différentes régions de la Syrie, principalement sur les zones frontalières. Les islamistes les plus réactionnaires de la ville de Hama sont présentés comme des démocrates ! Même la presse algérienne dite « démocratique » qui a pourtant l'expérience de la duplicité des mouvements islamistes, qui soutient sans hésitation leur répression en Algérie par le pouvoir et critique de façon acerbe toute tentative de réconciliation avec eux, ne trouve pas insolite de qualifier la ville de Hama de fief de la « *résistance à la dictature* ». Elle reprend sans esprit critique la propagande déversée par les médias des pays impérialistes et des pays du Golfe. Les dirigeants des USA, de la France, de la Grande-Bretagne et d'autres n'hésitent pas à parler de « *crimes contre l'humanité* ». Elles ont décidé des sanctions économiques qui frappent durement la population, comme le boycottage du pétrole syrien. Cette mesure illustre à elle seule le cynisme des puissances impérialistes. Comme en Yougoslavie, ces sanctions sont du chantage pur et simple. Pour punir la majorité de la population pour son refus de soutenir les groupes d'opposition, elles provoquent la misère en réduisant les recettes de l'Etat. Elles ne cherchent ni plus ni moins qu'à pousser le peuple à abdiquer devant leurs pressions ignobles et à se résigner à la mise en place d'un régime fantoche à la tête de la Syrie, de Moubarek syriens acceptant de capituler devant Israël.

Chacun peut noter que les cibles des puissances impérialistes ne sont pas les régimes monarchiques théocratiques du Golfe, régimes les plus rétrogrades du monde

Ces régimes sont au contraire leurs alliés, leur porte-voix et leur alibi dans l'offensive contre les régimes qui manifestent encore leur indépendance et leur refus de se plier au remodelage des pays arabes en fonction des besoins et des intérêts des oligarchies impérialistes.

Il ne s'agit pas de défendre inconditionnellement un régime face aux troubles et aux manifestations qui ont eu lieu dans diverses régions de la Syrie. Il apparaît que le régime syrien a tendance à représenter de plus en plus les intérêts des classes possédantes fortement enrichies par l'application ces dernières années de mesures de libéralisation dont le résultat est une paupérisation grandissante des travailleurs et de la paysannerie, à s'éloigner de la protection des intérêts des couches laborieuses. Mais il ne peut être question de soutenir les plans impérialistes du Grand Moyen-Orient dont la condition de réalisation numéro un est de toute évidence la chute du régime syrien coupable aux yeux des Etats impérialistes de défendre la souveraineté de son pays, de soutenir la cause palestinienne, de refuser de se joindre aux accords de Camp David, de continuer à exiger l'évacuation du Golan par les occupants sionistes, de refuser encore de se plier au diktat impérialiste.

Les pays impérialistes jouent à fond la carte islamiste. Ils ont pris la décision de remplacer par la force et les ingérences sans masque le régime syrien actuel par un régime à leurs bottes. Comme en Libye ces objectifs sont

complètement étrangers à la question des libertés démocratiques et des intérêts matériels des peuples. Du fait de ces ingérences la situation en Syrie devient préoccupante.

En quarante d'évolution et de polarisation sociales de plus en plus accentuées, avec l'apparition d'un fossé infranchissable entre classes populaires appauvries et classes possédantes enrichies, grâce notamment à une redistribution inégalitaire des revenus pétroliers et de l'exploitation de la classe ouvrière, le régime s'est éloigné des aspirations des masses populaires. La composition socio-politique du Front patriotique qui dirige formellement la Syrie depuis la fin des années 1960 après le coup d'Etat d'El Assad et l'agression sioniste de 1967, ne reflète plus ces changements et les nouvelles exigences démocratiques qui en découlent. Ce front avait bénéficié du soutien indéniable de la quasi-totalité de la population, de toutes les classes sociales attachées à la défense de la souveraineté de la Syrie, des partis politiques patriotiques progressistes et des différents groupes « *ethniques* » et confessionnels pour faire face à la menace militaire sioniste et à l'occupation du Golan. Le centre de gravité du pouvoir s'est trouvé dans le cadre de cette vaste alliance patriotique entre les mains des représentants de la petite-bourgeoisie.

Le contexte international et les rapports de forces dans la région, avec les menaces permanentes de nouvelles invasions sionistes appuyées par l'impérialisme, lui ont permis d'exercer son hégémonie. Contrairement à tous les autres pays arabes, à l'exception du Liban, du fait de ses conditions particulières, le régime syrien a été le seul régime arabe à accepter l'existence légale d'autres partis que le parti baath, à reconnaître le parti communiste, à permettre aux communistes d'occuper des sièges au parlement. Elle a été conditionnée cependant par l'interdiction jusqu'aux débuts des années 2000 de diffuser leur presse dans les kiosques publics et de faire un travail politique en direction de l'armée. Elle a été accompagnée par l'obligation de se soumettre à une politique des quotas parlementaires figés donnant au parti baath la quasi-totalité des sièges.

Ce compromis a permis cependant aux communistes syriens, malgré les lourdes contraintes imposées par les détenteurs du pouvoir effectif, de continuer à s'implanter dans les masses, de défendre leurs analyses et leurs revendications, d'éviter d'être décimés comme ce fut le cas en Irak par Saddam Hussein, d'apparaître aujourd'hui, dans la grave crise qui secoue la Syrie, comme les meilleurs défenseurs des travailleurs, de leurs intérêts, leurs représentants les plus honnêtes et les plus dévoués, sans lien avec la corruption et l'affairisme qui caractérisent le parti baath et l'Etat syrien. Les communistes syriens, principalement le parti de Khaled Bakdache, ont soumis la politique économique du gouvernement à une critique sans complaisance, bien avant l'éclatement des troubles.

Les années 2000 ont été marquées par un tournant dans la politique économique et sociale. Privatisations, désengagement de l'Etat, libération des prix, notamment des combustibles, suppression des subventions, cessation de l'aide à la paysannerie, toutes ces mesures ont provoqué chômage, baisse du niveau de vie des travailleurs, concentration des richesses à un pôle.

D'un côté il s'est formé des catégories sociales exploiteuses et compradores puissantes, décidées à remettre en cause les compromis politiques et institutionnels de la fin des années 1960. Elles n'aspirent qu'à renforcer leur influence politique et leur mainmise totale sur les richesses de la nation. Aucune force d'opposition ne remet en cause les libéralisations.

Les rencontres organisées en Turquie avec les encouragements de la grande bourgeoisie islamiste turque indiquent bien que le ciment de l'opposition n'est pas le rejet du libéralisme mais la chute d'un régime qui dérange les plans impérialistes pour la région. Les conflits qui divisent les couches les plus riches ont pour cause l'accès inégal aux ressources de l'Etat selon qu'elles ont un pied ou non dans les appareils du pouvoir. Certains groupes au sein de ces catégories détiennent des positions privilégiées dans le pouvoir et se sont servis, sans s'en cacher, de leurs liens pour accaparer les richesses du pays. D'autres, situés à l'extérieur des appareils d'Etat, ne cherchent qu'à avoir une part plus grande dans la redistribution du gâteau. D'où leur révolte et leur disponibilité à soutenir les pressions

impérialistes.

Les uns et les autres souhaitent avec plus ou moins d'intensité à faire la paix avec l'impérialisme, à renoncer à résister à Israël, pour jouir dans la tranquillité de leurs nouvelles richesses. Cela passe par la pactisation avec l'impérialisme et l'abandon de la cause palestinienne considérée comme la cause des freins à leur enrichissement illimité. Il ne faut pas perdre de vue que la Syrie abrite une importante communauté de réfugiés palestiniens accédant aux mêmes services sociaux et culturels que les Syriens. Les franges les plus réactionnaires de la société réclament la fin de toute aide aux Palestiniens, considérés comme un poids insupportable pour l'Etat.

De l'autre, les mesures de libéralisation ont suscité un mécontentement profond des travailleurs et des paysans. Ces classes ne trouvent plus de moyen pour se faire entendre au sein du Front patriotique tel qu'il a été structuré depuis sa formation.

Une subversion coordonnée par les USA et l'Arabie saoudite

Comme toujours dans ces cas, les tendances sociales parasitaires fortes du soutien de l'impérialisme, ont jugé que le moment était devenu favorable pour lancer une offensive en règle contre le régime en exploitant ce mécontentement. Avec la chute de Moubarek et la crainte des pays impérialistes que le soulèvement populaire égyptien se transforme en véritable révolution qui rejeterait les accords de Camp David, le signal a été donné à l'exécution du plan conclu en 2005 entre les islamistes syriens, le clan Hariri du Liban sous la conduite de l'Arabie Saoudite et des USA. Ces plans ont été révélés dans les câbles divulgués par Wikileaks. Mais ils n'ont pas bénéficié de la même médiatisation que d'autres.

Le régime syrien subit des pressions internes et externes grandissantes pour qu'il se transforme en pion des plans de domination de l'impérialisme dans la région et dans le monde. La crise économique du système capitaliste accentue de façon très dangereuse l'agressivité de l'impérialisme, ses tendances à étendre par les guerres ses zones d'influence, à contrôler les régions où sont concentrés les gisements de pétrole et de gaz, ou les zones de leur acheminement, à poursuivre l'encerclement des puissances rivales, Russie et Chine, à empêcher les « pays émergents » concurrents à lui disputer les marchés et les sources d'énergie et de matières premières. La position géographique stratégique de la Syrie, au contact d'Israël et de l'Iran fait de ce pays une cible importante des pays impérialistes dans leur tentative désespérée de réunir les meilleures conditions pour mettre la main sur l'Iran et ses richesses pétrolières. Les rivalités opposant les puissances impérialistes européennes à l'impérialisme américain exacerbent les surenchères belliqueuses. Obama et Sarkozy se livrent à une course de vitesse pour arriver à s'emparer de la Syrie s'ils parvenaient à abattre le régime syrien.

Les communistes algériens souhaitent que leurs camarades de combat syriens puissent jouer un rôle politique de premier plan dans les luttes pour déjouer les plans impérialistes, briser les menées réactionnaires internes en répondant, selon leur juste formule aux adversaires politiques par des moyens politiques et en combattant par l'application des rigueurs de la loi ceux qui veulent instaurer par les armes, les assassinats et le sabotage, un régime inféodé à l'impérialisme. Les communistes syriens ont raison de dénoncer les politiques de libéralisation et les mesures imposées par les tenants du capitalisme. Ces mesures ont affaibli le potentiel industriel de la Syrie. Les partisans du capitalisme ont créé les conditions à l'offensive impérialiste et réactionnaire.

Les enjeux pour les progressistes et les communistes syriens

Ce qui est porté à l'ordre du jour c'est l'expression indépendante du mouvement ouvrier, soit en dehors du Front tel qu'il a été autoritairement structuré par le baath, soit dans le cadre de la refondation du front sur de nouvelles bases, sur la base de l'égalité des droits des partis qui le composent. L'évolution dépendra du degré d'ouverture sur les

aspirations des masses populaires des courants qui détiennent des positions clés dans le pouvoir, de la capacité des travailleurs à imposer un nouveau rapport des forces politiques dans le pays dans un sens plus favorable à la défense de leurs intérêts et de l'indépendance de la Syrie.

Les communistes syriens sont placés devant des tâches complexes : obtenir la réorganisation sur des bases démocratiques du front antiimpérialiste interne, en mettant fin à l'hégémonie anti-ouvrière des courants bourgeois et petits-bourgeois du parti baath, en contribuant au renforcement de l'unité d'action de toutes les forces patriotiques de progrès pour mettre en échec les plans impérialistes ; affirmer l'action indépendante de classe de leur parti révolutionnaire dans la lutte pour éloigner les dangers actuels, arracher un plus grand poids des classes laborieuses dans la direction de leur pays et ses orientations de classe.

L'avènement d'un régime antinational en Syrie aurait de graves conséquences non seulement dans la région mais dans le monde entier. Il accroîtra les risques de guerre généralisée. Il doit être combattu par toutes les forces patriotiques en Algérie. Les campagnes menées par les grands journaux algériens qui relayent la propagande impérialiste doivent être dénoncées avec force.

Avec les forces patriotiques de progrès syriennes pour plus de libertés démocratiques en faveur des travailleurs et des couches laborieuses, pour la solidarité avec le peuple syrien dans la défense de sa souveraineté ! Contre l'ingérence, le diktat, les sommations des impérialistes, contre la subversion des agents du sionisme, contre les menées des forces de l'obscurantisme et de l'asservissement !

in
<http://www.lien-pads.fr/article-syrie-combattre-les-mensonges-et-la-propagande-des-medias-de-l-imperialisme-86648044.html>

15.10.2011